

**MINISTERE  
DE  
L'ENVIRONNEMENT**

-----

Luxembourg, le **12 MARS 2001**

Arrêté N° : 1/99/3062-1

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,**

Vu la l'arrêté ministériel N° 1/99/3062 délivré par le Ministre de l'Environnement en date du 5 janvier 2001 autorisant la société EDITPRESS LUXEMBOURG, 44, rue du Canal, L-4050 Esch-sur-Alzette, à installer et à exploiter dans la zone d'artisanat et d'industrie légère à Esch-sur-Alzette, section A de Esch-Nord, au lieu-dit «In Sommet», Nos cadastraux: 2203, 2210/11710, 2211/15169, 2211/15170, 2213/12460, 2222/12461, 2223, 2231/10745 et 2233/10746, un nouveau centre d'impression;

Vu le recours gracieux contre l'arrêté ministériel N° 1/99/3062, introduit le 12 février 2001 par la société Energie et Environnement, pour le compte de la société Editpress Luxembourg;

Considérant que la société Energie et Environnement informe le Ministre de l'Environnement que dans l'article 1er, chapitre I «Eléments autorisés» de l'arrêté ministériel N° 1/99/3062 un groupe électrogène d'une puissance électrique de 900 kW tel que mentionné dans le dossier de demande n'a pas été énuméré;

Considérant qu'en plus la société Energie et Environnement informe le Ministre de l'Environnement que la société Editpress Luxembourg ne recourra pas à des cuves de rétention préfabriquées exigées par l'arrêté ministériel N° 1/99/3062, article 1er, chapitre V «Protection du sol et du sous-sol», condition 12, mais par contre de faire réaliser une cuve par construction d'une bordure et par application d'une étanchéité adéquate dans le volume ainsi créé;

Vu la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Que partant il y a lieu de modifier l'arrêté ministériel N° 1/99/3062 dans le sens demandé;



# ARRÊTE:

**Article 1er:** La condition 1, chapitre I «Éléments autorisés», article 1er de l'arrêté ministériel 1/99/3062 délivré par le Ministre de l'Environnement en date du 05 janvier 2001 est remplacée par la nouvelle condition ayant la teneur suivante:

« 1) Est autorisé dans la zone d'artisanat et d'industrie légère à Esch-sur-Alzette, section A de Esch-Nord, au lieu-dit «In Sommet», Nos cadastraux: 2203, 2210/11710, 2211/15169, 2211/15170, 2213/12460, 2222/12461, 2223, 2231/10745 et 2233/10746, un nouveau centre d'impression comprenant les éléments suivants:

Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation	Numéro de nomenclature	Classe
<ul style="list-style-type: none"> <li>une imprimerie comprenant; <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux installations de production de plaques d'impression selon le procédé «Computer-to-Plate» (exposition au laser 532nm, 0,25 mJ/cm) ;</li> <li>- une presse rotative;</li> <li>- des installations d'expédition;</li> </ul> </li> </ul>	207.2	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>un poste de transformation du type sec d'une puissance électrique nominale de 1'250 kVA ;</li> </ul>	143.2.b	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>un dépôt de papier d'une capacité de stockage de 1'000 tonnes ;</li> </ul>	262.2.b	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>un séparateur à coalescence de grandeur nominale NG3;</li> </ul>	317	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>un compresseur à vis d'une puissance électrique de 20 kW et d'une pression de 10 bar;</li> </ul>	11.1	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>deux installations de production de froid industriel d'une puissance frigorifique totale d'environ 12 kW utilisant comme fluide réfrigérant le R 407C;</li> </ul>	305.1.a	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>un groupe électrogène de secours d'une puissance électrique de 900 kW ;</li> </ul>	143.1.ea	3
<ul style="list-style-type: none"> <li>trois réservoirs aériens pour le stockage du gasoil d'une capacité unitaire de 1'000 l servant à alimenter le groupe électrogène;</li> </ul>	224.4.a	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>un réservoir aérien provisoire pour le stockage du gasoil d'une capacité de stockage de 10'000 l destiné à alimenter l'installation de combustion provisoire ;</li> </ul>	224.4.a	4
<ul style="list-style-type: none"> <li>une installation de combustion provisoire d'une puissance thermique de 500 kW ;</li> </ul>		A/C

<ul style="list-style-type: none"> <li>• un dépôt destiné à stocker 6'400 l de peintures d'impression contenues dans huit réservoirs aériens dont la capacité est de 1x1'500 l, 1x1'000 l, 3x800 l et 3x500 l;</li> </ul>		A/C
<ul style="list-style-type: none"> <li>• un dépôt destiné à stocker d'autres matériels d'impression tels que plaques d'impression, des encres d'impression contenu dans des fûts métalliques d'une capacité de 60 l, des substances chimiques de développement et de gommage, etc.;</li> </ul>		A/C

A/C = installations annexes et connexes

Remarque quant au régime d'autorisation: Il résulte du tableau ci-avant respectivement des autorisations délivrées antérieurement que les éléments autorisés relèvent de différentes classes. Toutefois, conformément à l'article 5 de la loi du 10 juin 1999 l'ensemble de l'établissement/entreprise tombe sous le régime de la classe 1, y compris tous les éléments annexes et connexes.»

**Article 2:** La condition 12, chapitre V «Protection du sol et sous-sol», article 1er de l'arrêté ministériel N° 1/99/3062, délivré par le Ministre de l'Environnement en date du 5 janvier 2001, est remplacée par la condition ayant la teneur suivante:

«12) A tout moment, les cuves doivent être étanches pour le type de produit qu'elles peuvent contenir.»

**Article 3:** Le présent arrêté est transmis en original à EDITPRESS LUXEMBOURG S.A. pour lui servir de titre, et en copie:

- à Energie et Environnement S.A. pour information;
- à l'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette aux fins déterminées par l'article 16 de la loi du 10 juin 1999.

**Article 4:** Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour le Ministre de l'Environnement,  
Le Secrétaire d'Etat



Eugène BERGER



